

**Bijlage bij het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap
betreffende de oprichting van kinderopvangplaatsen**

Arrondissementen	Minimumaantal plaatsen
Nijvel	347
Aat	56
Charleroi	29
La Louvière	4
Bergen	28
Zinnik	25
Thuin	39
Doornik-Moeskroen	25
Hoei	80
Luik	208
Verviers (Duits. Uitgez.)	95
Borgworm	53
Aarlen	50
Bastenaken	3
Marche-en-Famenne	17
Neufchâteau	35
Virton	90
Dinant	64
Namen	79
Philippeville	57

Gezien om te worden gevoegd bij het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de oprichting van kinderopvangplaatsen.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kinderwelzijn, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/30252]

14 DECEMBRE 2022. — Décret relatif aux données ouvertes et à la réutilisation des informations du secteur public

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Cadre normatif

Le présent décret transpose la directive (UE) 2019/1024 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public.

Art. 2. Définitions

Pour l'application du présent décret, on entend par:

1° «organisme public»:

a) la Communauté française;

b) les personnes morales de droit public qui dépendent, directement ou indirectement, de la Communauté française;

c) l'organisme créé pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, doté de la personnalité juridique et dont soit:

i. l'activité est financée majoritairement par au moins un organisme visé aux a) ou b);

ii. la gestion est soumise au contrôle d'au moins un organisme visé aux a) ou b);

iii. l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par au moins un organisme visé aux a) ou b);

d) les associations formées par au moins un organisme visé aux a), b) ou c).

2° «université»: l'un des établissements visés à l'article 10 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

3° «licence type»: une série de conditions de réutilisation prédéfinies dans un format numérique;

4° «document»: tout contenu quel que soit son support (papier ou forme électronique, enregistrement sonore, visuel ou audiovisuel) ou toute partie de ce contenu;

5° «données dynamiques»: des documents se présentant sous forme numérique et faisant l'objet d'actualisations fréquentes ou en temps réel;

6° «données de la recherche»: des documents se présentant sous forme numérique, autres que des publications scientifiques, qui sont recueillis ou produits au cours d'activités de recherche scientifique et utilisés comme éléments probants dans le processus de recherche, ou dont la communauté scientifique admet communément qu'ils sont nécessaires pour valider des conclusions et résultats de la recherche;

7° «ensembles de données de forte valeur»: ensembles de documents dont la réutilisation est associée à d'importantes retombées positives au niveau de la société, de l'environnement et de l'économie, en particulier parce qu'ils se prêtent à la création de services possédant une valeur ajoutée, d'applications et de nouveaux emplois décents et de grande qualité, ainsi qu'en raison du nombre de bénéficiaires potentiels des services et applications à valeur ajoutée fondés sur ces ensembles de données;

8° «réutilisation»: l'utilisation par des personnes physiques ou morales de documents détenus par des organismes publics, à des fins commerciales ou non commerciales autres que l'objectif initial de la mission de service public pour lequel les documents ont été produits, à l'exception de l'échange de documents entre des organismes du secteur public aux seules fins de l'exercice de leur mission de service public;

9° «données à caractère personnel»: les données à caractère personnel telles qu'elles sont définies à l'article 4, point 1), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données);

10° «RGPD»: le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données);

11° «Anonymisation»: le processus de transformation des informations en informations ne permettant pas de remonter à une personne physique identifiée ou identifiable, ou le processus consistant à rendre anonymes des données à caractère personnel de telle sorte que la personne concernée ne soit pas ou plus identifiable;

12° «format lisible par machine»: un format de fichier structuré de telle manière que des applications logicielles puissent facilement identifier, reconnaître et extraire des données spécifiques;

13° «format ouvert»: un format de fichier indépendant des plates-formes utilisées et mis à la disposition du public sans restriction empêchant la réutilisation des documents;

14° «retour sur investissement raisonnable»: un pourcentage de la redevance globale, en sus du montant nécessaire au recouvrement des coûts éligibles, ne dépassant pas de plus de cinq points de pourcentage le taux d'intérêt fixe de la BCE;

15° «tiers»: toute personne physique ou morale autre qu'un organisme public qui détient les documents;

16° «interface de programme d'application (API)»: ensemble de fonctions, de procédures, de définitions et de protocoles qui permet la communication de machine à machine et l'échange continu de données;

17° ETNIC: l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'information et de la communication visée par le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française.

Art. 3. Objet et champ d'application

§ 1^{er}. Le présent décret fixe un ensemble de règles minimales concernant la réutilisation et les modalités pratiques destinées à faciliter la réutilisation:

a) de documents existants détenus par des organismes publics;

b) de données de la recherche.

§ 2. Le présent décret ne s'applique pas:

a) aux documents dont la fourniture est une activité qui ne relève pas de la mission de service public dévolue aux organismes publics. L'objet des missions de service public est transparent et soumis à réexamen régulier;

b) aux documents dont des tiers détiennent les droits de propriété intellectuelle;

c) aux documents dont l'accès est exclu ou limité en vertu des normes régissant la publicité des actes administratifs;

d) aux documents dont l'accès est exclu ou limité en vertu de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité;

e) aux logos, aux armoiries ou aux insignes;

f) aux documents dont l'accès est exclu ou limité, ou la réutilisation exclue, en vertu du droit applicable pour un motif lié à la protection de la vie privée ou à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

g) aux documents détenus par des radiodiffuseurs de service public et leurs filiales et par d'autres organismes ou leurs filiales pour l'accomplissement d'une mission de radiodiffusion de service public;

h) aux documents détenus par des établissements culturels autres que des bibliothèques, y compris des bibliothèques universitaires, des musées et des archives;

i) aux documents détenus par des établissements d'enseignement de niveau secondaire et au-dessous et, dans le cas de tous les autres établissements d'enseignement, aux documents autres que les données de la recherche;

j) aux documents autres que les données de la recherche détenus par des organismes exerçant une activité de recherche et des organisations finançant une activité de recherche, y compris des organisations créées pour le transfert des résultats de la recherche.

§ 3. Le présent décret s'applique sans préjudice:

a) des normes régissant la publicité des actes administratifs;

b) des dispositions nationales et de droit de l'Union européenne sur la protection des données à caractère personnel;

c) des accords internationaux sur la protection des droits de propriété intellectuelle.

Les organismes publics n'exercent pas le droit prévu à l'article XI.307 du Code de droit économique aux fins d'empêcher la réutilisation de documents ou de limiter celle-ci au-delà des limites fixées par le présent décret.

Art. 4. Principe général

Les documents auxquels s'applique le présent décret peuvent être réutilisés à des fins commerciales ou non commerciales.

Pour les documents à l'égard desquels des bibliothèques, y compris des bibliothèques universitaires, des musées et des archives sont titulaires de droits de propriété intellectuelle, lorsque la réutilisation de ces documents est autorisée, ces derniers peuvent être réutilisés à des fins commerciales ou non commerciales.

Art. 5. Traitement des demandes de réutilisation et recours

§ 1^{er}. Les organismes publics traitent les demandes de réutilisation et mettent dès que possible le document à la disposition du demandeur en vue de la réutilisation, si possible et s'il y a lieu sous forme électronique, ou, si une licence est nécessaire, présentent au demandeur l'offre de licence définitive. Le délai de traitement ne peut excéder les 20 jours ouvrables à dater de la réception de la demande.

Ce délai peut être prolongé de 20 jours ouvrables supplémentaires pour des demandes importantes ou complexes. En pareils cas, dès que possible et, en tout état de cause, dans les trois semaines qui suivent la demande initiale, le demandeur est informé de la nécessité d'un délai supplémentaire pour traiter la demande, ainsi que des raisons qui justifient ce délai. Ce délai supplémentaire ne dépasse pas 20 jours ouvrables.

§ 2. En cas de décision négative, les organismes du secteur public communiquent au demandeur les raisons du refus fondé sur les dispositions du présent décret ou sur d'autres dispositions qui peuvent, en vertu du présent décret, être admises.

En cas de décision négative fondée sur l'existence de droit de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, l'organisme du secteur public fait mention de la personne physique ou morale titulaire des droits, si elle est connue, ou, à défaut, du donneur de licence auprès duquel il a obtenu le document en question. Les bibliothèques, y compris les bibliothèques universitaires, les musées et les archives, ne sont pas tenus d'indiquer cette mention.

§ 3. Toute décision relative à la réutilisation fait mention de la possibilité de saisir la Commission d'accès aux documents administratifs visée à l'article 8 du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration d'un recours.

Les recours contre les décisions de refus, même partiels ou implicites, de réutilisation sont introduits et instruits selon les mêmes modalités et délais que ceux applicables aux recours contre les décisions de rejet en matière de publicité.

§ 4. La Commission publie, notamment dans son rapport annuel:

1° La liste des organismes public qui ne lui ont pas transmis des documents litigieux et, le cas échéant, la note d'observation visée à l'article 8/2 du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration;

2° La liste des autorités administratives qui restent en défaut d'exécuter une décision de la Commission.

Ces listes sont complétées par les motifs justifiant la décision de l'autorité administrative, ou, le cas échéant, l'absence de motifs ou de réponses aux sollicitations de la Commission.

La Commission peut, si elle l'estime nécessaire, informer le Ministre de tutelle de l'autorité administrative concernée. Elle adresse également copie de cette information au Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions.

§ 5. Les établissements d'enseignement, les organismes exerçant une activité de recherche et les organisations finançant une activité de recherche ne sont pas tenus de se conformer au présent article.

Art. 6. Formats disponibles

§ 1^{er}. Sans préjudice du régime applicable aux données de forte valeur, les organismes publics mettent leurs documents à disposition dans tout format ou toute langue préexistants et, si possible et s'il y a lieu, sous forme électronique, dans des formats qui sont ouverts, lisibles par machine, accessibles, traçables et réutilisables, en les accompagnant de leurs métadonnées. Tant le format que les métadonnées répondent, autant que possible, à des normes formelles ouvertes.

Les organismes publics produisent et mettent à disposition des documents qui relèvent du champ d'application du présent décret conformément au principe d'ouverture dès la conception et par défaut.

§ 2. Les dispositions du § 1^{er} n'emportent pas l'obligation pour les organismes publics de créer ou d'adapter des documents ni de fournir des extraits pour se conformer audit paragraphe, lorsque cela entraîne des efforts disproportionnés dépassant le stade de la simple manipulation.

Les organismes publics ne sont pas tenus de poursuivre la production et la conservation d'un certain type de documents en vue de leur réutilisation.

§ 3. Les organismes publics mettent les données dynamiques à disposition aux fins de réutilisation aussitôt qu'elles ont été recueillies, en recourant à des interfaces de programme d'application appropriées et, le cas échéant, sous la forme d'un téléchargement de masse.

Lorsque la mise à disposition des données dynamiques aux fins de réutilisation immédiatement après la collecte, comme prévu à l'alinéa 1^{er}, excéderait les capacités financières et techniques de l'organisme public, en imposant de ce fait un effort disproportionné, ces données dynamiques sont mises à disposition aux fins de réutilisation dans un délai ou avec des restrictions techniques temporaires qui ne portent pas indûment atteinte à l'exploitation de leur potentiel économique et social.

§ 4. Les ensembles de données de forte valeur, dont la liste est établie conformément à l'article 14, sont mis à disposition à des fins de réutilisation dans des formats lisibles par machine, en recourant à des interfaces de programme d'application appropriées et, le cas échéant, sous la forme d'un téléchargement de masse.

Art. 7. Principes de tarification

§ 1^{er}. Le coût de la réutilisation de documents est nul.

Toutefois, le recouvrement des coûts marginaux occasionnés par la reproduction, la mise à disposition et la diffusion de documents, ainsi que par l'anonymisation de données à caractère personnel et les mesures prises pour protéger des informations confidentielles à caractère commercial, est autorisé.

§ 2. Par dérogation, le § 1^{er} ne s'applique pas dans les cas suivants:

a) aux organismes publics qui sont tenus de générer des recettes destinées à couvrir une part substantielle des coûts liés à l'accomplissement de leurs missions de service public;

b) aux bibliothèques, y compris les bibliothèques universitaires, aux musées et aux archives;

§ 3. Le Gouvernement définit les critères de calcul du montant des redevances perçues par les entités visées au § 2. Ces critères sont objectifs, transparents et vérifiables.

Le total des recettes provenant de la fourniture et des autorisations de réutilisation des documents pendant la période comptable appropriée ne dépasse en tout cas pas le coût de leur collecte, de leur production, de leur reproduction, de leur diffusion et du stockage de données, tout en permettant un retour sur investissement raisonnable, ainsi que, le cas échéant, d'anonymisation de données à caractère personnel et de mesures prises pour protéger des informations confidentielles à caractère commercial.

§ 4. Lorsque des redevances sont appliquées par les organismes publics visés au § 2, point b), le total des recettes provenant de la fourniture et des autorisations de réutilisation des documents pendant la période comptable appropriée ne dépasse pas le coût de collecte, de production, de reproduction, de diffusion, de stockage de données, de conservation et d'acquisition des droits, ainsi que, le cas échéant, d'anonymisation de données à caractère personnel et de mesures prises pour protéger des informations confidentielles à caractère commercial, tout en permettant un retour sur investissement raisonnable.

§ 5. La réutilisation des éléments suivants est en toute hypothèse gratuite pour l'utilisateur:

a) sous réserve de conditions particulières fixées dans les actes d'exécution visés à l'article 14, § 1^{er}, des ensembles de données de forte valeur;

b) des données de la recherche visées à l'article 3, § 1^{er}, b).

Art. 8. Transparence

§ 1^{er}. Dans le cas de redevances types applicables en matière de réutilisation des documents, les conditions applicables et le montant effectif desdites redevances, y compris la base de calcul utilisée pour lesdites redevances, sont fixés à l'avance et publiés, dans la mesure du possible et s'il y a lieu, sous forme électronique.

§ 2. Dans le cas de redevances applicables en matière de réutilisation autres que celles visées au § 1^{er}, les facteurs qui sont pris en compte dans le calcul desdites redevances sont indiqués d'emblée. Sur demande, le détenteur des documents concernés indique également la manière dont lesdites redevances ont été calculées dans le cadre d'une demande particulière de réutilisation.

Art. 9. Types de licences

§ 1^{er}. La réutilisation de documents n'est pas soumise à conditions, à moins que celles-ci ne soient objectives, proportionnées, non discriminatoires et justifiées sur la base d'un objectif d'intérêt général.

§ 2. Lorsque la réutilisation est soumise à conditions, ces conditions ne limitent pas indûment les possibilités de réutilisation et ne sont pas utilisées pour restreindre la concurrence.

Le Gouvernement établit des modèles de licence sous format électronique et les met à disposition des organismes publics.

Art. 10. Pilotage

§ 1^{er}. Le Conseil stratégique du numérique et de l'informatique, visé à l'article 6 du décret du 25 octobre 2018 relatif au cadre de gouvernance de la politique du numérique et de l'informatique en Communauté française est chargé de la mise en œuvre du présent décret.

Ses missions sont les suivantes:

a) mettre sur pied un outil destiné à faciliter la recherche de documents disponibles à des fins de réutilisation. Cet outil permet l'agrégation de métadonnées au niveau belge et de l'Union européenne. Il doit comporter une interface permettant d'introduire une demande d'accès aux documents qui ne sont pas encore disponibles à la réutilisation;

b) imaginer et intégrer dans le plan stratégique visé à l'article 12 du décret du 25 octobre 2018 relatif au cadre de gouvernance de la politique du numérique et de l'informatique en Communauté française une stratégie spécifique à la réutilisation;

c) coordonner les actions destinées à promouvoir et à mettre œuvre la réutilisation et préciser les responsabilités de chacun;

d) proposer au Gouvernement toutes mesures, y compris, le cas échéant, des évolutions législatives ou réglementaires utiles à la mise en œuvre de la politique de réutilisation.

Pour mener à bien tout ou partie de ces missions, le Comité stratégique du numérique et de l'informatique peut faire appel à des services opérationnels qui dépendent de lui.

§ 2. Pour permettre l'exercice de ses missions, les organismes publics communiquent au Comité stratégique du numérique et de l'informatique, à sa demande, les informations nécessaires à l'inventaire et à la publication de leurs documents.

Les organismes publics peuvent saisir le comité pour avis sur toute question portant sur la mise en œuvre du présent décret et, plus largement, sur toute question liée à la réutilisation des informations du secteur public.

§ 3. Chaque année, au mois de janvier, le Comité stratégique du numérique et de l'informatique fait rapport au Gouvernement de la mise en œuvre du présent décret.

Art. 11. Données de la recherche

Les données de la recherche sont réutilisables à des fins commerciales ou non commerciales dans la mesure où elles sont financées au moyen de fonds publics et/ou des chercheurs, des organismes exerçant une activité de recherche ou des organisations finançant une activité de recherche les ont déjà rendues publiques par l'intermédiaire d'une archive ouverte institutionnelle ou thématique.

Art. 12. Non-discrimination

Toute condition applicable en matière de réutilisation des documents est non discriminatoire pour des catégories comparables de réutilisation, y compris la réutilisation transfrontalière.

Art. 13. Accords d'exclusivité

§ 1^{er}. La réutilisation des documents est ouverte à tous, même si un ou plusieurs opérateurs exploitent déjà des produits à valeur ajoutée basés sur ces documents. Les contrats ou autres accords conclus entre les organismes publics détenteurs des documents et les tiers n'accordent pas de droits d'exclusivité.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, lorsqu'un droit d'exclusivité est nécessaire pour la prestation d'un service d'intérêt général, le bien-fondé de l'octroi de ce droit d'exclusivité fait l'objet régulièrement et, en toute hypothèse, tous les trois ans, d'un réexamen. Les accords d'exclusivité conclus le 16 juillet 2019 ou après cette date sont rendus publics en ligne au moins deux mois avant leur prise d'effet. Les termes définitifs de ces accords sont transparents et sont rendus publics en ligne.

§ 3. Le présent article ne s'applique pas à la numérisation des ressources culturelles.

Nonobstant le paragraphe 1^{er}, lorsqu'un droit d'exclusivité concerne la numérisation de ressources culturelles, la période d'exclusivité ne dépasse pas dix ans. Lorsque ladite durée est supérieure à dix ans, elle fait l'objet d'un réexamen au cours de la onzième année et ensuite, le cas échéant, tous les sept ans. Les accords d'exclusivité sont transparents et sont rendus publics.

Dans le cas d'un droit d'exclusivité, une copie des ressources culturelles numérisées est adressée gratuitement à l'organisme public dans le cadre des accords conclus. À l'expiration de la période d'exclusivité, ladite copie est mise à disposition à des fins de réutilisation.

§ 4. Les dispositifs juridiques ou pratiques qui, sans accorder expressément de droit d'exclusivité, visent à restreindre la disponibilité de documents à des fins de réutilisation par des entités autres que le tiers partie au dispositif, ou qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles de la restreindre, sont rendus publics en ligne au moins deux mois avant leur entrée en vigueur. L'effet de tels dispositifs juridiques ou pratiques sur la disponibilité des données à des fins de réutilisation fait l'objet régulièrement et, en toute hypothèse, tous les trois ans, d'un réexamen. Les termes définitifs de ces accords sont transparents et sont rendus publics en ligne.

§ 5. Les accords d'exclusivité en place le 17 juillet 2013 qui ne relèvent pas des exceptions énoncées aux §§ 2 et 3 et qui ont été passés par des organismes du secteur public prennent fin à la date d'échéance du contrat et en tout état de cause au plus tard le 18 juillet 2043.

Les accords d'exclusivité en place le 16 juillet 2019, qui ne relèvent pas des exceptions énoncées aux paragraphes 2 et 3, et qui ont été passés par des organismes du secteur public prennent fin à la date d'échéance du contrat et en tout état de cause au plus tard le 17 juillet 2049.

Art. 14. Ensemble de données de forte valeur et catégories d'ensemble de données de forte valeur

§ 1^{er}. Les ensembles de données de forte valeur et catégories d'ensemble de données de forte valeur, définies par actes d'exécution de la Commission européenne, répondent aux exigences suivantes:

- a) Ils sont mis à disposition gratuitement;
- b) Ils sont lisibles par machine;
- c) Ils sont fournis en recourant à des interfaces de programme d'application; et
- d) ils sont fournis sous la forme d'un téléchargement de masse, le cas échéant.

L'exigence de mise à disposition d'ensembles de données de forte valeur à titre gratuit ne s'applique pas aux bibliothèques, y compris les bibliothèques universitaires, aux musées et aux archives.

Si la mise à disposition d'ensembles de données de forte valeur à titre gratuit par des organismes publics qui sont tenus de générer des recettes destinées à couvrir une partie substantielle de leurs coûts liés à l'exécution de leurs missions de service public a une incidence importante sur le budget des organismes concernés, ces organismes sont exemptés de l'obligation pour une durée n'excédant pas deux ans à compter de l'entrée en vigueur de l'acte d'exécution correspondant.

Art. 15. Protection des données à caractère personnel

§ 1. Lorsque les documents contiennent des données à caractère personnel, les organismes publics, qui traitent ultérieurement ces données en vue de leur réutilisation au sens de l'article 4, agissent en tant responsable de traitement distinct au sens de l'article 4.7 du RGPD.

§ 2. Dans le cadre de l'application du paragraphe 1^{er}, toutes les catégories de données traitées initialement à l'égard de l'ensemble des usagers qui ont réalisé une démarche auprès des organismes publics, peuvent être collectées, exploitées, stockées et publiées dans le cadre du traitement visé au paragraphe 1.

§ 3. Les données obtenues dans le cadre du traitement visé au paragraphe 1 ne peuvent être publiées sans avoir été au préalable anonymisées.

Le Gouvernement arrête les modalités de rédaction, de validation et de publication du modèle d'anonymisation commun aux organismes publics.

§ 4. Les données obtenues dans le cadre du traitement visé au paragraphe 1 sont sécurisées par le biais de solutions informatiques mises à disposition par l'ETNIC qui agit en tant que sous-traitant au sens de l'article 4.8 du RGPD.

Le Gouvernement arrête les modalités des mesures de sécurité visées à l'alinéa 1.

§ 5. Les données obtenues dans le cadre du traitement visé au paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être transférées ultérieurement à des organismes tiers qui ne détiennent pas celles-ci.

Elles sont supprimées dès leur publication dans les conditions prévues par le présent décret.

Art. 16. Dispositions finales

Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 décembre 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 477-1 – Texte adopté en séance plénière, n° 477-2

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 14 décembre 2022

Tableau de correspondance entre les dispositions de la directive (UE) 2019/1024 du Parlement et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public et celles du projet de décret relatif aux données ouvertes et à la réutilisation des informations du secteur public

Directive (UE) 2019/1024 du 20 juin 2019	Projet de décret relatif aux données ouvertes et à la réutilisation des informations du secteur public	
Article 1 ^{er}	Article 3	Objet et champ d'application
Article 2	Article 2	définitions
Article 3	Article 4	Principe général
Article 4	Article 5	Traitement des demandes de réutilisation
Article 5	Article 6	Formats disponibles
Article 6	Article 7	Principes de tarification
Article 7	Article 8	Transparence
Article 8	Article 9	Licences types
Article 9	Article 10	Dispositions pratiques
Article 10	Article 11	Données de la recherche
Article 11	Article 12	Non-discrimination
Article 12	Article 13	Accord d'exclusivité
Article 13	Article 14	Catégories thématiques d'ensemble de données de forte valeur
Article 14	Article 14	Ensemble de données spécifiques de forte valeur et modalités de publication et de réutilisation
Article 15	Ne doit pas être transposé	Exercice de la délégation
Article 16	Ne doit pas être transposé	Comité
Article 17	Article 1er	Transposition
Article 18	Ne doit pas être transposé	Evaluation par la Commission
Article 19	Ne doit pas être transposé	Abrogation
Article 20	Ne doit pas être transposé	Entrée en vigueur
Article 21	Ne doit pas être transposé	Destinataires

Tableau de correspondance entre les dispositions du projet de décret relatif aux données ouvertes et à la réutilisation des informations du secteur public et celles de la directive (UE) 2019/1024 du Parlement et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public

Projet de décret relatif aux données ouvertes et à la réutilisation des informations du secteur public	Directive (UE) 2019/1024 du 20 juin 2019	
Article 1er	Article 17	Cadre normatif
Article 2	Article 2	Définitions
Article 3	Article 1 ^{er}	Objet et champ d'application
Article 4	Article 3	Principe général

Article 5	Article 4	Traitement des demandes de réutilisation et recours
Article 6	Article 5	Formats disponibles
Article 7	Article 6	Principes de tarification
Article 8	Article 7	Transparence
Article 9	Article 8	Types de licence
Article 10	Article 9	Pilotage
Article 11	Article 10	Données de la recherche
Article 12	Article 11	Non-discrimination
Article 13	Article 12	Accords d'exclusivité
Article 14	Article 13 Article 14	Ensemble de données à forte valeur et catégorie d'ensemble de données de forte valeur
Article 15	Pas de correspondance	Protection des données à caractère personnel
Article 16	Pas de correspondance	Dispositions finales

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/30252]

14 DECEMBER 2022. — Decreet betreffende open data en het hergebruik van overheidsinformatie

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Normatief kader

Dit decreet zet Richtlijn (EU) 2019/1024 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 inzake open data en het hergebruik van overheidsinformatie om.

Art. 2. Definities

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "overheidsinstantie":

- a) de Franse Gemeenschap;
- b) publiekrechtelijke rechtspersonen die direct of indirect afhankelijk zijn van de Franse Gemeenschap;
- c) een instantie die specifiek is opgericht om te voorzien in behoeften van algemeen belang, die geen industrieel of commercieel karakter heeft, die rechtspersoonlijkheid bezit en waarvan:
 - i. de activiteit grotendeels gefinancierd wordt door ten minste één van de onder a) en b) bedoelde instanties;
 - ii. het beheer is onderworpen aan toezicht door ten minste één van de onder a) en b) bedoelde instanties;
 - iii. het bestuurs-, leidinggevend of toezichthoudend orgaan uit leden bestaat waarvan meer dan de helft door ten minste één van de onder a) of b) bedoelde instellingen is aangewezen;
- d) verenigingen gevormd door ten minste één instelling als bedoeld onder a), b) of c).

2° "universiteit": een van de instellingen bedoeld in artikel 10 van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

3° "standaardvergunning": een reeks vooraf vastgestelde voorwaarden voor hergebruik in een digitaal formaat;

4° "document": elke inhoud ongeacht de drager ervan (op papier of elektronisch, geluids-, visuele of audiovisuele opname) of elk deel van die inhoud;

5° "dynamische gegevens": documenten in digitale vorm die frequent of in real time worden bijgewerkt;

6° "onderzoeksgegevens": documenten in digitale vorm, andere dan wetenschappelijke publicaties, die in de loop van wetenschappelijk onderzoek worden verzameld of geproduceerd en als bewijsmateriaal in het onderzoeksproces worden gebruikt, of die door de wetenschappelijke gemeenschap algemeen worden aanvaard als noodzakelijk om onderzoeksbevindingen en -resultaten te valideren;

7° "hoogwaardige gegevensreeksen": reeksen documenten waarvan het hergebruik gepaard gaat met aanzienlijke maatschappelijke, ecologische en economische voordelen, inzonderheid omdat zij zich lenen voor het creëren van diensten met toegevoegde waarde, toepassingen en nieuwe fatsoenlijke en hoogwaardige banen, alsmede vanwege het aantal potentiële begunstigers van de op deze gegevensreeksen gebaseerde diensten en toepassingen met toegevoegde waarde;

8° "hergebruik": het gebruik door natuurlijke of rechtspersonen van documenten die in het bezit zijn van overheidsinstanties, voor andere commerciële of niet-commerciële doeleinden dan het oorspronkelijke doel van de openbare opdracht waarvoor de documenten zijn geproduceerd, met uitzondering van de uitwisseling van documenten tussen overheidsinstanties, uitsluitend ter vervulling van hun openbare opdracht;

9° "persoonsgegevens": persoonsgegevens zoals gedefinieerd in artikel 4, punt 1), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);

10° "AVG": Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (Algemene verordening gegevensbescherming AVG);

11° "Anonimiseren": het proces waarbij informatie wordt omgezet in informatie die niet kan worden herleid tot een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon, of het proces waarbij persoonsgegevens zodanig worden geanonimiseerd dat de betrokkene niet of niet meer identificeerbaar is;

12° "machinaal leesbaar formaat": een bestandsformaat dat zodanig is gestructureerd dat softwaretoepassingen specifieke gegevens gemakkelijk kunnen identificeren, herkennen en extraheren;

13° "open formaat": een bestandsformaat dat onafhankelijk is van de gebruikte platforms en aan het publiek ter beschikking wordt gesteld zonder beperkingen die het hergebruik van documenten verhinderen;

14° "redelijk rendement": een percentage van de globale vergoeding, boven het bedrag dat nodig is om de in aanmerking komende kosten terug te verdienen, dat de vaste rentevoet van de ECB met niet meer dan vijf procentpunten overschrijdt;

15° "derde": elke andere natuurlijke of rechtspersoon dan een overheidsinstantie die de documenten in zijn bezit heeft;

16. "Application Program Interface (API)": een reeks functies, procedures, definities en protocollen die communicatie tussen machines en de voortdurende uitwisseling van gegevens mogelijk maken;

17° "ETNIC": het overheidsbedrijf voor digitale informatie- en communicatietechnologieën bedoeld in het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het overheidsbedrijf voor digitale informatie- en communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap.

Art. 3. Doel en toepassingsgebied

§ 1. Dit decreet bevat een reeks minimumregels inzake hergebruik en praktische regelingen om hergebruik te vergemakkelijken:

- a) van bestaande documenten die in het bezit zijn van overheidsinstanties;
- b) van onderzoeksgegevens.

§ 2. Dit decreet is niet van toepassing op:

a) documenten waarvan de levering een activiteit is die niet onder de openbare opdracht van overheidsinstanties valt. Het doel van de opdrachten van overheidsdienst moet transparant zijn en regelmatig worden geëvalueerd;

b) documenten waarvoor derden intellectuele-eigendomsrechten bezitten;

c) documenten waartoe de toegang is uitgesloten of beperkt krachtens de regels inzake de openbaarheid van bestuurshandelingen;

d) documenten waarvan de toegang is uitgesloten of beperkt krachtens de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen;

e) logo's, wapenschilden of insignes;

f) documenten waartoe de toegang is uitgesloten of beperkt, of waarvan hergebruik is uitgesloten op grond van het toepasselijke recht om redenen die verband houden met de bescherming van de persoonlijke levenssfeer of de bescherming van personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens;

g) documenten in het bezit van openbare omroepdiensten en hun dochterondernemingen en van andere instellingen of hun dochterondernemingen voor het vervullen van een openbare omroepopdracht;

h) documenten in het bezit van andere culturele instellingen dan bibliotheken, met inbegrip van universiteitsbibliotheken, musea en archieven;

i) documenten in het bezit van onderwijsinstellingen op secundair niveau en lager en, in het geval van alle andere onderwijsinstellingen, andere documenten dan onderzoeksgegevens;

j) andere documenten dan onderzoeksgegevens in het bezit van organen die onderzoeksactiviteiten verrichten en organisaties die onderzoeksactiviteiten financieren, met inbegrip van organisaties die zijn opgericht voor de overdracht van onderzoeksresultaten.

§ 1. Dit decreet is onverminderd van toepassing op:

- a) normen voor de bekendmaking van administratieve handelingen;
- b) het nationale recht en het recht van de Europese Unie inzake de bescherming van persoonsgegevens;
- c) internationale overeenkomsten inzake de bescherming van intellectuele-eigendomsrechten.

Overheidsinstanties oefenen het in artikel XI.307 van het Wetboek van economisch recht bedoelde recht niet uit om het hergebruik van documenten te verhinderen of te beperken boven de in dit decreet vastgestelde perken.

Art. 4. Algemeen beginsel

De documenten waarop dit decreet van toepassing is, mogen worden hergebruikt om commerciële of niet-commerciële doeleinden.

Voor documenten waarop bibliotheken, met inbegrip van universiteitsbibliotheken, musea en archieven intellectuele-eigendomsrechten hebben, geldt dat wanneer hergebruik van deze documenten is toegestaan, zij om commerciële of niet-commerciële doeleinden mogen worden hergebruikt.

Art. 5. Behandeling van verzoeken om hergebruik en beroepen

§ 1. Overheidsinstanties behandelen aanvragen om hergebruik en stellen het document zo spoedig mogelijk ter beschikking van de aanvrager voor hergebruik, indien mogelijk en passend in elektronische vorm, of, indien een vergunning vereist is, leggen de aanvrager het definitieve vergunningsaanbod voor. De behandelingstermijn bedraagt ten hoogste 20 werkdagen vanaf de ontvangst van de aanvraag.

Deze termijn kan met nog eens 20 werkdagen worden verlengd voor omvangrijke of complexe aanvragen. In dergelijke gevallen wordt de aanvrager zo spoedig mogelijk, en in ieder geval binnen drie weken na de oorspronkelijke aanvraag, in kennis gesteld van de extra tijd die nodig is voor de behandeling van de aanvraag en van de redenen voor de vertraging. Deze extra tijd mag niet meer dan 20 werkdagen bedragen.

§ 2. In geval van een negatieve beslissing delen de overheidsinstanties de aanvrager de redenen mee voor de weigering op basis van de bepalingen van dit decreet of op basis van andere bepalingen die krachtens dit decreet kunnen worden aangevoerd.

In het geval van een negatieve beslissing op grond van het bestaan van intellectuele-eigendomsrechten die aan derden toebehoren, vermeldt de openbare instantie de natuurlijke of rechtspersoon die de rechten bezit, indien deze bekend is, of, bij gebreke daarvan, de vergunningsverlener van wie ze het betrokken document heeft verkregen. Bibliotheken, met inbegrip van universiteitsbibliotheken, musea en archieven, zijn niet verplicht deze verwijzing te maken.

§ 3. Elke beslissing inzake hergebruik vermeldt de mogelijkheid van beroep bij de Commissie voor toegang tot administratieve documenten bedoeld in artikel 8 van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur.

Beroepen tegen beslissingen tot weigering van hergebruik, zelfs gedeeltelijk of impliciet, worden ingesteld en onderzocht volgens dezelfde procedures en termijnen als die welke gelden voor beroepen tegen beslissingen tot weigering inzake bekendmaking.

§ 4. De Commissie maakt inzonderheid in haar jaarverslag bekend:

1° de lijst van overheidsinstanties die hem geen omstreden documenten hebben toegezonden en, in voorkomend geval, de nota met opmerkingen bedoeld in artikel 8/2 van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur;

2° de lijst van administratieve autoriteiten die in gebreke blijven bij de uitvoering van een beslissing van de Commissie.

Deze lijsten worden aangevuld met de motivering van de beslissing van de bestuursoverheid of, in voorkomend geval, het ontbreken van motivering of antwoorden op de verzoeken van de Commissie.

De Commissie kan, indien zij dit nodig acht, de minister die verantwoordelijk is voor de betrokken administratieve instantie hiervan in kennis stellen. Zij doet ook een kopie van deze informatie toekomen aan de minister die verantwoordelijk is voor de ambtenarenzaken.

§ 5. Onderwijsinstellingen, instellingen die onderzoek verrichten en organisaties die onderzoek financieren zijn niet verplicht zich aan dit artikel te houden.

Art. 6. Beschikbare formaten

§ 1. Onverminderd de regeling die van toepassing is op hoogwaardige gegevens, stellen overheidsinstanties hun documenten beschikbaar in elk bestaand formaat of elke bestaande taal en, waar mogelijk en passend, in elektronische vorm, in open, machinaal leesbare, toegankelijke, traceerbare en herbruikbare formaten, samen met hun metagegevens. Zowel het formaat als de metagegevens moeten zoveel mogelijk in overeenstemming zijn met formele open normen.

Overheidsinstanties produceren en stellen documenten die onder het toepassingsgebied van dit decreet vallen ter beschikking in overeenstemming met het beginsel "open door ontwerp en door standaardinstellingen" ("open by design and by default").

§ 2. De bepalingen van § 1 verplichten overheidsinstanties niet om documenten te creëren of aan te passen of uittreksels te verstrekken om aan deze paragraaf te voldoen, wanneer dit onevenredige inspanningen zou vergen die verder gaan dan een eenvoudige behandeling.

Overheidsinstanties zijn niet verplicht een bepaald soort document te blijven produceren en te bewaren voor hergebruik.

§ 3. Overheidsinstanties stellen dynamische gegevens beschikbaar voor hergebruik zodra deze zijn verzameld, met behulp van passende applicatieprogramma-interfaces en, waar passend, in de vorm van een download in bulk.

Wanneer het beschikbaar stellen van dynamische gegevens voor hergebruik onmiddellijk na het verzamelen ervan, zoals bepaald in lid 1, de financiële en technische mogelijkheden van de overheidsinstantie te boven zou gaan en daardoor een onevenredige inspanning zou vergen, worden deze dynamische gegevens beschikbaar gesteld voor hergebruik binnen een tijdsbestek of met tijdelijke technische beperkingen die de exploitatie van het economische en sociale potentieel ervan niet onnodig belemmeren.

§ 4. Datasets met hoge waarde die in overeenstemming met artikel 14 zijn opgenomen, worden beschikbaar gesteld voor hergebruik in machinaal leesbare formaten, met gebruikmaking van passende applicatieprogramma-interfaces en, waar passend, in de vorm van een download in bulk.

Art. 7. Tariefbeginselen

§ 1. De kosten van hergebruik van documenten zijn nihil.

De terugvordering van marginale kosten voor de reproductie, beschikbaarstelling en verspreiding van documenten, alsmede voor het anonimiseren van persoonsgegevens en de bescherming van vertrouwelijke commerciële informatie is evenwel toegestaan.

§ 2. Bij wijze van afwijking is de eerste paragraaf niet van toepassing in de volgende gevallen:

a) overheidsinstanties die inkomsten moeten genereren om een aanzienlijk deel van de kosten van de uitvoering van hun openbare opdrachten te dekken;

b) bibliotheken, met inbegrip van universiteitsbibliotheken, musea en archieven.

§ 3. De Regering stelt de criteria vast voor de berekening van het bedrag van de vergoedingen die door de in § 2 bedoelde entiteiten worden aangerekend. Deze criteria moeten objectief, transparant en controleerbaar zijn.

De totale inkomsten uit het verstrekken en toestaan van hergebruik van documenten gedurende het desbetreffende boekjaar mogen in geen geval hoger zijn dan de kosten van verzameling, productie, reproductie, verspreiding en opslag van gegevens, waarbij rekening wordt gehouden met een redelijk rendement op de investering, alsmede, in voorkomend geval, met het anonimiseren van persoonsgegevens en de maatregelen die zijn genomen om vertrouwelijke commerciële informatie te beschermen.

§ 4. Wanneer door de in § 2, onder b), bedoelde overheidsinstanties vergoedingen worden toegepast, mogen de totale inkomsten uit het verstrekken en toestaan van hergebruik van documenten tijdens de desbetreffende boekhoudkundige periode niet hoger zijn dan de kosten van verzameling, productie, reproductie, verspreiding, opslag van gegevens, bewaring en verwerving van rechten, alsmede, in voorkomend geval, anonimiseren van persoonsgegevens en maatregelen ter bescherming van vertrouwelijke commerciële informatie, waarbij een redelijk rendement op de investering mogelijk moet zijn.

§ 5. Het hergebruik van de volgende elementen is in elk geval kosteloos voor de gebruiker:

a) onder specifieke voorwaarden die zijn vastgesteld in de in artikel 14, paragraaf 1, bedoelde uitvoeringshandelingen, reeksen gegevens van grote waarde;

b) de onderzoeksgegevens bedoeld in artikel 3, § 1, b).

Art. 8. Transparantie

§ 1. In het geval van standaardvergoedingen voor het hergebruik van documenten worden de toepasselijke voorwaarden en het feitelijke bedrag van die vergoedingen, met inbegrip van de berekeningsgrondslag voor die vergoedingen, vooraf vastgesteld en, voor zover mogelijk en in voorkomend geval, in elektronische vorm bekendgemaakt.

§ 2. In geval van andere dan de in § 1 bedoelde vergoedingen voor hergebruik worden de factoren die bij de berekening van deze vergoedingen in aanmerking worden genomen, van meet af aan vermeld. Op verzoek geeft de houder van de betrokken documenten ook aan hoe de vergoedingen in het kader van een bepaald verzoek om hergebruik zijn berekend.

Art. 9. Soorten vergunningen

§ 1. Aan het hergebruik van documenten mogen geen voorwaarden worden verbonden, tenzij deze objectief, evenredig en niet-discriminerend zijn en gerechtvaardigd zijn op grond van een doelstelling van algemeen belang.

§ . Wanneer aan het hergebruik voorwaarden zijn verbonden, mogen deze voorwaarden de mogelijkheden tot hergebruik niet onnodig beperken en mogen zij niet worden gebruikt om de mededinging te beperken.

De regering stelt modelvergunningen in elektronisch formaat op en stelt deze ter beschikking van overheidsinstanties.

Art. 10. Sturing

§ 1. De strategische raad voor digitale en informatietechnologie, bedoeld in artikel 6 van het decreet van 25 oktober 2018 het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het beheerkader van het digitale en informaticabeleid in de Franse Gemeenschap, is belast met de uitvoering van dit decreet.

Hij heeft de volgende opdrachten:

a) een instrument ontwikkelen om het zoeken naar voor hergebruik beschikbare documenten te vergemakkelijken. Dit instrument maakt het mogelijk metagegevens op Belgisch en EU-niveau samen te voegen. Het moet een interface bevatten om toegang te vragen tot documenten die nog niet beschikbaar zijn voor hergebruik;

b) in het strategisch plan bedoeld in artikel 12 van het decreet van 25 oktober 2018 het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het beheerkader van het digitale en informaticabeleid in de Franse Gemeenschap een specifieke strategie voor hergebruik voorstellen en integreren;

c) acties ter bevordering en uitvoering van hergebruik coördineren en de verantwoordelijkheden verduidelijken;

d) de regering alle maatregelen voorstellen, met inbegrip van, indien nodig, wijzigingen in de wet- en regelgeving, die nuttig zijn voor de uitvoering van het hergebruiksbeleid.

Om deze opdrachten geheel of gedeeltelijk uit te voeren, kan het Strategisch Comité voor digitale en informatietechnologie een beroep doen op operationele diensten die van hem afhankelijk zijn.

§ 2. Om het in staat te stellen zijn opdrachten uit te voeren, verstrekken de overheidsinstanties het Strategisch comité voor digitale en informatietechnologie op zijn verzoek de nodige informatie voor de inventarisatie en publicatie van hun documenten.

De overheidsinstanties kunnen de commissie om advies vragen over elke vraag betreffende de uitvoering van dit decreet en, meer in het algemeen, over elke vraag betreffende het hergebruik van overheidsinformatie.

§ 1. Elk jaar in januari brengt het Strategisch Comité voor digitale en Informatietechnologie aan de regering verslag uit over de uitvoering van dit decreet.

Art. 11. Onderzoeksgegevens

Onderzoeksgegevens kunnen worden hergebruikt om commerciële of niet-commerciële doeleinden zolang ze door de overheid worden gefinancierd en/of onderzoekers, onderzoeksinstellingen of organisaties die onderzoek financieren ze reeds openbaar beschikbaar hebben gemaakt via een institutioneel of thematisch open archief.

Art. 12. Non-discriminatie

Alle toepasselijke voorwaarden voor het hergebruik van documenten zijn niet-discriminerend voor vergelijkbare categorieën van hergebruik, met inbegrip van grensoverschrijdend hergebruik.

Art. 13. Exclusiviteitsovereenkomsten

§ 1. Het hergebruik van documenten staat voor iedereen open, zelfs indien een of meer operatoren reeds op deze documenten gebaseerde producten met toegevoegde waarde uitbaten. Contracten of andere overeenkomsten tussen de overheidsinstanties die de documenten in hun bezit hebben en derden verlenen geen exclusieve rechten.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt, wanneer een uitsluitend recht noodzakelijk is voor het verlenen van een dienst van algemeen belang, de wenselijkheid van het verlenen van dit uitsluitend recht regelmatig en in ieder geval om de drie jaar geëvalueerd. Exclusiviteitsovereenkomsten die op of na 16 juli 2019 worden gesloten, worden ten minste twee maanden voordat zij van kracht worden, online bekendgemaakt. De definitieve voorwaarden van deze overeenkomsten moeten transparant zijn en online openbaar worden gemaakt.

§ 3. Dit artikel is niet van toepassing op de digitalisering van cultuurgooederen.

Onverminderd paragraaf 1 mag, wanneer een uitsluitend recht betrekking heeft op de digitalisering van cultuurgooederen, de exclusiviteitsperiode niet langer zijn dan tien jaar. Wanneer de periode langer is dan tien jaar, wordt zij in het elfde jaar en vervolgens, in voorkomend geval, om de zeven jaar opnieuw bezien. Exclusieve regelingen moeten transparant zijn en bekendgemaakt worden.

In geval van een exclusief recht wordt een kopie van de gedigitaliseerde cultuurgooederen kosteloos aan de overheidsinstantie toegezonden in het kader van de gesloten overeenkomsten. Na afloop van de exclusiviteitsperiode wordt deze kopie beschikbaar gesteld voor hergebruik.

§ 4. Juridische regelingen of praktijken die, zonder uitdrukkelijk exclusieve rechten te verlenen, bedoeld zijn om de beschikbaarheid van documenten voor hergebruik door andere entiteiten dan de derde partij bij de regeling te beperken of redelijkerwijs geacht kunnen worden te beperken, worden ten minste twee maanden voor de inwerkingtreding ervan online bekendgemaakt. Het effect van dergelijke juridische of praktische regelingen op de beschikbaarheid van gegevens voor hergebruik wordt regelmatig en in ieder geval om de drie jaar geëvalueerd. De definitieve voorwaarden van dergelijke regelingen moeten transparant zijn en online bekendgemaakt worden.

§ 5. Op 17 juli 2013 lopende exclusiviteitsovereenkomsten die niet onder de uitzonderingen van § 2 en § 3 vallen en die door overheidsinstanties zijn gesloten, eindigen op de datum waarop de overeenkomst afloopt en in elk geval uiterlijk op 18 juli 2043.

Exclusiviteitsovereenkomsten die op 16 juli 2019 van kracht zijn en niet onder de uitzonderingen van de paragrafen 2 en 3 vallen, en die door overheidsinstanties zijn aangegaan, eindigen op de datum waarop het contract afloopt en in ieder geval uiterlijk op 17 juli 2049.

Art. 14. Hoogwaardige datasets en categorieën van hoogwaardige datasets

§ 1. Hoogwaardige datasets en categorieën van hoogwaardige datasets, zoals gedefinieerd in uitvoeringshandelingen van de Europese Commissie, voldoen aan de volgende eisen:

- a) zij worden kosteloos ter beschikking gesteld;
- b) zij moeten machinaal leesbaar zijn;
- c) zij worden verstrekt met behulp van applicatieprogramma-interfaces; en
- d) zij worden verstrekt in de vorm van een download in bulk, indien van toepassing.

De eis om hoogwaardige datasets kosteloos ter beschikking te stellen geldt niet voor bibliotheken, met inbegrip van universiteitsbibliotheken, musea en archieven.

Indien de kosteloze verstrekking van hoogwaardige datasets door overheidsinstanties die inkomsten moeten genereren om een aanzienlijk deel van hun kosten voor de uitvoering van hun opdrachten als overheidsdienst te dekken, aanzienlijke gevolgen heeft voor de begroting van de betrokken instanties, worden deze instanties van de verplichting vrijgesteld gedurende een periode van ten hoogste twee jaar vanaf de inwerkingtreding van de desbetreffende uitvoeringshandeling.

Art. 15. Bescherming van persoonsgegevens

§ 1. Wanneer documenten persoonsgegevens bevatten, treden overheidsinstanties die deze gegevens verder verwerken met het oog op het hergebruik ervan in de zin van artikel 4 op als een afzonderlijke voor de verwerking verantwoordelijke in de zin van artikel 4.7 van de AVG.

§ 2. In het kader van de toepassing van paragraaf 1 mogen alle categorieën gegevens die aanvankelijk zijn verwerkt met betrekking tot alle gebruikers die bij overheidsinstanties actie hebben ondernomen, worden verzameld, gebruikt, opgeslagen en bekendgemaakt in het kader van de in paragraaf 1 bedoelde verwerking.

§ 3. De in het kader van de in paragraaf 1 bedoelde verwerking verkregen gegevens mogen niet worden bekendgemaakt zonder eerst te worden geanonimiseerd.

De regering bepaalt de procedures voor het opstellen, valideren en publiceren van het anonimiseringsmodel voor overheidsinstanties.

§ 4. De in het kader van de in lid 1 bedoelde verwerking verkregen gegevens worden beveiligd door middel van IT-oplossingen van ETNIC, dat optreedt als bewerker in de zin van artikel 4.8 van de AVG.

De regering bepaalt de nadere regels voor de in paragraaf 1 bedoelde veiligheidsmaatregelen.

§ 5. De in het kader van de in paragraaf 1 bedoelde verwerking verkregen gegevens mogen in geen geval worden doorgegeven aan derden die niet over deze gegevens beschikken.

Zij worden weggenomen zodra zij overeenkomstig de in dit decreet vastgestelde voorwaarden zijn bekendgemaakt.

Art. 16. Slotbepaling

Dit decreet treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, op 14 december 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het Toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. Ontwerpdecreet, nr. 477-1 - Tekst aangenomen in de plenaire vergadering, nr. 477-2
Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Zitting van 14 december 2022.